print

Les conservateurs britanniques secoués par une révolte au sujet du référendum sur l'Union européenne

De [Robert Stevens](#)

Global Research, mai 20, 2013

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/les-conservateurs-britanniques-secoues-par-une-revolte-au-sujet-du-referendum-sur-lunion-europeenne/5335831>

Le gouvernement du premier ministre David Cameron a été précipité dans une crise après la rébellion mercredi soir 15 mai de plus d'une centaine de députés conservateurs. Les rebelles de l'aile eurosceptique des conservateurs (Tory) exigent l'adoption immédiate d'un projet de loi sur la tenue d'un référendum pour ou contre l'adhésion de la Grande-Bretagne à l'Union européenne.

116 députés conservateurs, dont des adjoints ministériels, ont voté contre le gouvernement. Ils ont fait passer en force ce vote en réaction au discours de la reine de la semaine passée, qui présentait le programme législatif du gouvernement pour l'année à venir.

Habituellement, un vote a lieu au parlement pour saluer le discours de la reine. Mais un amendement soumis par le conservateur John Baron a cependant exprimé son « regret » que le discours ait omis de faire référence à la tenue d'un référendum sur l'adhésion à l'UE avant les élections législatives prévues en 2015.

C'est la première fois depuis 1946 que des membres d'un parti au pouvoir votent contre le discours de la reine. La rébellion est d'une ampleur bien plus grande que celle d'octobre 2011 où 81 députés Tory avaient voté en faveur d'un référendum.

Des députés d'autres partis ont aussi appuyé l'amendement, dont onze députés travaillistes, quatre du Democratic Unionist Party de l'Irlande du Nord, John Hemming des Démocrate libéraux et l'ancien député travailliste et maintenant membre du parti Respect, George Galloway.

Cameron avait promis que s'il était réélu en 2015, en tant que parti majoritaire il organiserait un référendum d'ici 2017, après une renégociation des modalités d'adhésion de la Grande-Bretagne, position que ne soutiennent pas les partenaires de coalition des Tories, les libéraux-démocrates.

Bien que l'amendement eurosceptique ait été repoussé par 277 voix contre 131 en raison de l'opposition du Labour et des libéraux-démocrates, l'ampleur de la fronde est un coup sévère porté à la direction de Cameron et elle a de vastes conséquences pour l'ensemble du système politique.

La revendication d'un référendum sur l'adhésion à l'UE est toujours présentée par les médias comme un effort pour honorer la volonté de l'électorat. C'est tout à fait absurde. La querelle dans les rangs de l'élite britannique n'a rien à voir avec une opposition populaire à l'imposition de mesures d'austérité de l'UE et à la manière antidémocratique dont elles sont infligées. Toutes les parties participant au débat soutiennent totalement l'austérité draconienne.

La position de Cameron, soutenue par d'importantes sections du monde des affaires et de la finance, est que la menace d'un référendum serve à faire pression sur les autres puissances européennes afin de remodeler le bloc commercial dans l'intérêt de la Grande-Bretagne. Ceci est axé sur une plus grande « libéralisation » du marché européen, en insistant pour que notamment l'Allemagne mette

davantage d'argent à disposition pour renflouer les intérêts bancaires britanniques et américains.

Les eurosceptiques affirment que cette perspective est irréalisable. Dans le contexte d'une aggravation de la crise en Europe et qui menace de faire s'effondrer la zone euro dans ses formes existantes, la voie est ouverte à une Europe à « deux vitesses » qui menacerait les intérêts du capital britannique. Une bonne part de la colère des « sceptiques » vise les propositions de l'Union européenne en faveur d'une taxe sur les transactions financières et qui affecterait les profits de la City de Londres.

Chaque aile de l'*establishment* politique britannique est d'accord pour que les efforts entrepris en faveur d'une plus grande « compétitivité » se fassent aux dépens des emplois, des salaires et du niveau de vie de la classe ouvrière.

Dans sa chronique au *Daily Telegraph*, Boris Johnson, maire conservateur de Londres et éminent eurosceptique, a prétendu que les problèmes économiques de la Grande-Bretagne étaient la conséquence d'une main-d'œuvre souffrant de « paresse ». « Pourquoi sommes-nous encore, de personne à personne, tellement moins productifs que les Allemands ? » demande-t-il. « C'est maintenant une question qui remonte à plus d'un siècle et la réponse n'a rien à voir avec l'UE. Que l'on soit à l'intérieur ou à l'extérieur de l'UE, il nous faut avoir une vision claire de la manière dont nous allons devenir compétitifs dans une économie mondiale. »

A maintes reprises, Cameron a tenté d'apaiser ses adversaires eurosceptiques au moyen de concessions pour ne réussir qu'à les rendre encore plus audacieux. A peine 24 heures avant le vote, il a pris l'initiative sans précédent de présenter à la hâte un projet de loi pour un référendum d'ici 2017 pour une appartenance ou non à l'UE. Ensuite, il a permis aux députés Tory de voter librement sur l'amendement.

Mais compte tenu de la division qui règne au sein de son gouvernement, Cameron avait demandé aux ministres de s'abstenir afin d'endiguer la rébellion. Néanmoins, à l'approche du vote, le ministre de l'Éducation, Michael Gove, et le ministre de la Défense, Philip Hammond, ont fait des déclarations publiques indiquant qu'ils soutiendraient un retrait de la Grande-Bretagne de l'UE si un référendum était organisé maintenant. Apparemment, sept autres ministres sont également enclins à voter pour une sortie de l'UE.

La situation a suscité une certaine nervosité dans les cercles du pouvoir. *LeFinancial Times* a critiqué Cameron pour sa « décision de s'incliner devant son propre flanc droit ». En déclarant qu'un « vent de folie collective s'est abattu ces derniers jours sur le parti conservateur, » il a remis en cause les capacités de leadership de Cameron.

L'éditorialiste Janan Ganesh a dit en parlant des rebelles, « aucune concession ne satisfait ceux qui veulent finalement sortir de l'UE, même s'ils disent qu'ils s'en satisferont avant de l'obtenir », pour conclure, « Ils pourraient bien être devenus carrément ingouvernables. »

Ces événements ont contribué à montrer clairement le rôle joué par le parti anti-UE, UK Independence Party, UKIP (le Parti pour l'Indépendance du Royaume-Uni) en tant que mécanisme pour initier un virage politique encore plus accentué vers la droite. Lors des élections locales, UKIP a obtenu dernièrement en moyenne 25 pour cent des suffrages dans les circonscriptions locales où il s'était présenté, recueillant surtout l'adhésion d'électeurs conservateurs mécontents. Il a reçu le soutien d'un certain nombre de députés conservateurs sans portefeuille, dont Simon Bone et Nadine Dorries.

Cette semaine Dorries , n'ayant réintégré le parti que tout récemment, a écrit dans

le magazine *Spectator* qu'elle envisage de se présenter en tant que candidate conjointe Tory-UKIP lors des prochaines élections législatives. Un autre Tory, Jacob Rees-Mogg, a suggéré que les deux partis fusionnent, avec le dirigeant de UKIP, Nigel Farage prenant la place du démocrate-libéral Nick Clegg comme premier ministre adjoint. Farage a dit que UKIP formerait un pacte électoral avec les conservateurs, à la condition que Cameron soit destitué comme dirigeant.

Le conflit s'est accentué cette semaine avec l'annonce que le député eurosceptique conservateur James Wharton va réunir les efforts pour imposer le vote d'un projet de loi sur un référendum sur l'UE qui diviserait la coalition gouvernementale.

Les implications de ces divisions vont bien au-delà de la Grande-Bretagne. Le vote s'est tenu tandis que Cameron se trouvait aux Etats-Unis pour des pourparlers avec le président Barack Obama, notamment sur des propositions pour un accord de libre-échange entre les Etats-Unis et l'Union européenne et le Partenariat transatlantique pour le commerce et l'investissement (Transatlantic Trade and Investment Partnership). Cameron a dit au *Wall Street Journal* qu'une proposition de zone de libre-échange entre Etats-Unis et UE « pourrait ajouter jusqu'à 10 milliards de livres sterling à l'économie britannique et 63 milliards de livres sterling (97 milliards de dollars) au PIB des Etats-Unis. »

Un élément central des « relations spéciales [Etats-Unis/Royaume-Uni] » est le rôle joué par la Grande-Bretagne en tant que défenseur des intérêts américains en Europe. Lundi, dans une conférence de presse avec Cameron, Obama a réitéré son opposition à ce que la Grande-Bretagne se retire de l'UE. Parlant du clivage croissant au sein du parti Tory, il a dit au sujet des relations entre le Royaume-Uni et l'UE, « Il vaut mieux voir si on peut réparer ce qui est cassé dans une relation très importante, avant d'y mettre un terme. »

« Je pense que la participation du Royaume-Uni à l'UE est une expression de son influence et du rôle qu'il joue dans le monde, ainsi que bien sûr, un partenariat économique très important, » a-il-poursuivi. »

Le sort de Cameron a aussi alarmé Berlin. Des figures influentes au sein du gouvernement de la chancelière Angela Merkel ont décrit la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne comme étant une « catastrophe » et ont dit qu'ils sont prêts à examiner une renégociation de ses modalités d'adhésion pour éviter un tel cas de figure.

Selon le *Guardian*, Berlin considère que le Royaume-Uni est crucial pour contrer « des pressions protectionnistes en France et dans d'autres pays méditerranéens » ainsi que comme allié clé dans l'imposition de « réformes économiques structurelles » en vue de la restauration de la compétitivité européenne. Toute concession faite à la Grande-Bretagne pour réexaminer les traités existant, ouvre cependant la perspective que des référendums soient tenus (et perdus) dans d'autres Etats-membres de l'UE – tout particulièrement en France – ce qui déstabiliserait davantage encore la zone euro.

Robert Stevens

Article original, [WSWS](#), paru le 17 mai 2013

Copyright © 2013 Global Research